

PAPY

ISBN (10) 2-246-71951-8 ISBN 978-2-246-71951-9

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

© Editions Grasset & Fasquelle, 2006.

A Clara, Hugo et à tous les autres
de leur génération.

« *Les riches n'ont pas d'excuse* »

« Je tremble, je le confesse, que les citoyens ne se laissent enfin si bien posséder par un lâche amour des jouissances présentes, que l'intérêt de leur propre avenir et de celui de leurs descendants disparaisse et qu'ils aiment mieux suivre mollement le cours de leur destinée que de faire au besoin un soudain et énergique effort pour le redresser. »

ALEXIS DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique* (1840), II, III, 21.

PREL

Introduction

« Machin, t'es foutu, les jeunes sont dans la rue. » Combien de chefs de l'exécutif n'ont-ils pas tremblé en entendant cette rengaine classique des manifestations étudiantes ? A juste titre : depuis vingt ans tous les gouvernements qui ont essayé la tempête de la jeunesse ont perdu les élections suivantes. Jacques Chirac le sait mieux que personne, lui qui était le Premier ministre d'Alain Devaquet en novembre 1986, quand advint la disparition tragique du jeune Malik Housséine. Edouard Balladur a fait la même amère expérience au printemps 1994. Et après lui, Alain Juppé, Lionel Jospin, Jean-Pierre Raffarin et bien sûr Dominique de Villepin, au printemps 2006.

Les jeunes Français ont donc un pouvoir considérable. Leur drame, c'est qu'ils ne savent pas s'en servir ; ou plus exactement qu'ils ne s'en sont jamais servis pour mener les vrais combats dont leur avenir dépend. Leur force de mobilisation a servi à d'autres. Et pendant ce temps, pendant qu'ils dilapidaient leur capital d'influence et de pression sur l'opinion publique et les élites dirigeantes, une immense conspiration s'organisait à leurs dépens. Depuis trente ans, ils ont été trompés, bernés, manipulés, instrumentalisés. Les troupes du baby-boom de l'après-guerre partent progressivement à la retraite, laissant derrière elles une situation sans précédent : pour la première fois de l'histoire en temps de paix, une génération aura vécu à crédit sur la génération suivante, en reportant sur elle la charge de la dette et le poids de l'ajustement. Lycéens, étudiants, apprentis, chômeurs, jeunes actifs, jeunes parents, aucun n'y échappera.

Toutes les générations qui nous ont précédés ont toujours accepté des efforts, au nom d'un avenir meilleur pour leurs enfants. Avec une ironie cruelle, celle des baby-boomers a érigé sur un piédestal les droits des enfants, le respect de leur personne et de leur autonomie, tout en leur léguant les sacrifices qu'elle n'a pas eu le courage de faire. Les livres de Françoise Dolto dans une main, et la matraque des prélèvements dans l'autre.

Le scénario était pourtant écrit d'avance. Il se résume en un mot : démographie. Les étudiants d'avant la crise du pétrole, les derniers enfants des Trente Glorieuses, les vieux quadras et les jeunes quinquas d'aujourd'hui, entendaient parler déjà au début des années 70 du futur « retournement de 2005 ». C'est-à-dire du moment où les générations abondantes de l'après-guerre, les « baby-boomers », quitteraient le marché du travail pour partir à la retraite, et seraient remplacés par des générations réduites, en raison du recul du nombre des naissances et d'un allongement de la durée des études.

D'un côté plus de personnes âgées, vivant plus longtemps, dépensant plus pour leur santé : ce qui annonce un accroissement vertigineux de la redistribution en leur faveur, en additionnant le coût des retraites et celui des dépenses de santé. Et de l'autre une population active moins nombreuse pour lui succéder, en charge d'équilibrer le système.

L'équation ainsi posée il y a trente ans avait une réponse simple, en forme de carré magique. Il fallait faire quatre choses : un, adopter la plus grande prudence en matière de départ à la retraite pour ne pas amplifier le choc

démographique tout en assurant des réserves financières en vue du retournement ; deux, responsabiliser les acteurs du système de santé pour freiner ses dépenses ; trois, fluidifier le marché du travail pour éviter que la jeune population active soit amputée d'une partie de chômeurs ; quatre, investir dans l'éducation et la recherche pour assurer aux jeunes actifs les qualifications nécessaires. C'est simple : on a fait exactement le contraire.

Résultat : l'impact du retournement démographique sur le marché du travail a été aggravé par l'avancement du départ à la retraite à 60 ans. Le régime par répartition de la Sécurité sociale a vu ses déficits s'accroître mécaniquement au fil des ans, en dépit des plans d'économies successifs. Les fonds de capitalisation destinés à passer l'obstacle des retraites ont été dilapidés d'avance pour financer le clientélisme morbide des générations Mitterrand ou Chirac, réclamant leur cagnotte à la moindre embellie des comptes publics, comme Harpagon parlant de sa cassette. Quant aux jeunes, ils sont à la fois frappés par une mise en concurrence sans précédent de leur appareil d'enseignement supérieur et par le plus fort taux de chômage chez les moins de 25 ans des pays industrialisés comparables.

Bref, au cours des prochaines décennies, la France n'aura jamais été aussi âgée. Elle n'aura jamais autant dépensé pour ses inactifs. Et les jeunes qui devront régler la facture seront proportionnellement à la fois les moins nombreux de notre histoire, ceux sur lesquels on aura le moins investi en matière de formation et les plus lourdement frappés par le chômage.

Or, pendant qu'en une trentaine d'années s'organisait la plus incroyable spoliation générationnelle de notre histoire, qu'ont fait les jeunes de ce pays ?

Ils ont bien protesté, au rythme d'environ une fois tous les deux à trois ans en moyenne. Mais pour lutter contre quoi ? A quoi ont-ils consacré leurs cartouches protestataires depuis trente ans ? A rien d'essentiel pour leur avenir. Ils ont fait en revanche le jeu des professionnels de l'instrumentalisation, du conservatisme et des corporations.

Grâce aux manifestations étudiantes, il n'y a pas eu de réforme du baccalauréat, pas de sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ni d'augmentation des frais d'inscription, pas d'autonomie des Universités, pas de responsabilisation des équipes pédagogiques, pas de contrat première embauche, etc. C'est tout juste si a pu être menée à bien la directive européenne dite LMD, en dépit des mobilisations hostiles.

La belle affaire ! On verra que ces efforts ont orchestré un magnifique exercice de tir de balle dans le pied. Les étudiants, qui n'ont paradoxalement rien trouvé à dire contre l'abaissement à 14 ans de l'âge de l'apprentissage, ont roulé pour tous sauf pour eux-mêmes. Ils ont exprimé leur mécontentement et parfois leur détresse, mais pas sur les sujets décisifs. Ils sont nombreux à leur dire merci : les syndicats d'enseignants au corporatisme immuable ; la bureaucratie du ministère de l'Éducation nationale, et ses dépendances qui carbonisent le denier public ; les grandes écoles dont le monopole malthusien est plus que jamais renforcé ; les universités étrangères qui voient affluer les demandes françaises et internationales d'étudiants parmi les plus motivés ou les plus fortunés ; les groupuscules trotskistes dont les leaders se sont offert à bon compte leurs tremplins politiques ; et tant d'autres !

Il y a presque un siècle, à la génération sortie écrasée et meurtrie par la Grande Guerre de 1914, les élites politiques avaient annoncé la recette miracle : « L'Allemagne paiera ». C'est effectivement ce qui fut entrepris : une Allemagne sortie exsangue du premier conflit fut poussée à bout de misère et d'humiliation, ouvrant ainsi la voie au national-socialisme et à la Seconde Guerre mondiale. Cette fois la réalité crue, qu'aucune élite dirigeante n'ose révéler pour la simple raison qu'elle en est complice, c'est que le financement public des prochaines décennies tient dans une recette puisée dans le même tonneau : les jeunes paieront !

Si l'on continue ainsi, sans réformes profondes, les jeunes devront effectivement payer, et plutôt deux fois qu'une. Ils payent déjà depuis une génération un recul de leur situation sur tous les plans. Pas seulement celui de leur poids dans la population, mais aussi en termes d'inégalités de richesse patrimoniale, de revenus, comme de responsabilités.

Ils paieront le remboursement d'une dette abyssale qui a permis aux baby-boomers d'organiser sans risque un papy-krach qui se définit en termes simples : le surendettement et après nous le déluge !

Ils paieront le recul de la qualité de leur formation supérieure par un accès malaisé au monde du travail et des qualifications inférieures en moyenne à celles de leurs homologues de l'Union européenne et des autres pays industrialisés.

Ils paieront des cotisations sociales et des prélèvements fiscaux supérieurs à ceux de leurs aînés, travailleront plus et plus longtemps pour disposer de régimes sociaux inférieurs et de services publics moins performants.

Trente années de revendications pour en arriver à pareil héritage ! Et un futur de quarante ans de vie active consacré à rembourser la dette accumulée et financer la suite. Le programme qui s'annonce pour la jeunesse de France, c'est tout simplement le plus grand hold-up de l'histoire, celui de la spoliation de plusieurs générations sacrifiées qui semblent ne toujours pas réaliser ce qui les attend ! Mais gare au réveil ! Et si les jeunes refusaient cet avenir qu'on a écrit sans eux, mais à leurs frais ? Et s'ils se révoltaient ?

Nul parfum de jeunisme dans ces mots. Les jeunes n'ont pas raison seulement parce qu'ils sont jeunes. Le conflit entre générations, parce qu'il participe du cycle de la vie, peut être un moteur efficace de progrès social et

identitaire, comme on l'a vu après mai 1968. Ce qui est grave, c'est quand une société avance dans l'indifférence à ses jeunes et qu'eux-mêmes semblent en prendre leur parti.

Dans une démocratie, écrivait Pierre Mendès France, le plus grand danger c'est la négligence des citoyens. En ce sens, les « riches » que nous sommes, ces générations nées depuis l'après-guerre qui ont bénéficié de l'amélioration du niveau de vie, des conquêtes sociales et d'une Europe en paix, n'ont pas d'excuse.

Les jeunes d'aujourd'hui finiront par prendre en main leur destinée dans le domaine économique et social, comme ils ont su le faire en matière culturelle ou pour forcer la prise en compte des enjeux écologiques. Ils ne paieront pas le papy-krach ! En tout cas, ils ne le paieront pas seuls.

Nous sommes tous les membres d'une même communauté. Il n'y a pas de fatalité à ce que l'égoïsme des uns entretienne l'inconscience des autres, jusqu'à l'éclatement de notre contrat social dans un choc frontal entre générations. Pour tous ceux qui ne se résignent pas et veulent croire en un monde meilleur, le temps est venu de se réveiller, de comprendre et d'agir »

Vers une France de vieux

Gouverner, c'est d'abord affronter l'imprévisible. Qu'il s'agisse de la conjoncture économique, des progrès de la science, de l'état des relations internationales ou du prix des matières premières, la décision publique vit dans l'ère des incertitudes. Dans cet océan d'aléas, il existe un îlot qui donne aux gouvernants la capacité de prévoir à long terme avec une faible marge d'erreur : c'est la démographie, la science de la population.

De cette discipline et des données qu'elle permet d'étudier, tout dépend. Elle éclaire l'avenir de la planète, des enjeux de la lutte contre le sous-développement aux déplacements de population, d'un continent à l'autre. Ses enseignements sont aussi décisifs à l'échelle de la France, qui dispose d'une remarquable école de pensée, de spécialistes de réputation internationale et de données particulièrement fiables.

Une génération de dirigeants avait donc non seulement la possibilité de savoir ; elle en avait également le devoir.

Qu'en ont-ils fait, depuis les années 70, à l'époque où le Premier ministre s'appelait Jacques Chirac et son principal opposant François Mitterrand ? S'ils savaient à l'époque ne serait-ce que le contenu des programmes qu'on enseignait à leurs enfants, ils ne pouvaient ignorer que la France connaîtrait, autour de l'année 2005, un « retournement » démographique ; en d'autres termes que le nombre de personnes âgées inactives s'accroîtrait brutalement quand celui des jeunes actifs diminuerait. C'était il y a trente ans, au sortir de trois décennies de croissance, qualifiées pour cette raison de « Trente Glorieuses ». Il n'était pas difficile de prendre alors les décisions qui nous auraient permis d'anticiper ce retournement, pour mieux le maîtriser aujourd'hui.

Mais il aurait fallu pour cela privilégier le futur par rapport au court terme. Il aurait fallu risquer de déplaire à ces « seniors » dont les voix étaient – et restent – si utiles au moment des élections. Il aurait fallu être élu pour « faire » et non seulement pour « durer ».

Partant à la retraite dans les années 70, la génération des seniors nés au début du siècle, après avoir porté les Trente Glorieuses, s'est constituée en un lobby particulièrement efficace pour défendre et revaloriser ses droits. Elle a ainsi obtenu de forts transferts de patrimoine à son profit qu'elle a négociés avec les « forces vives » du pays, cette population active née dans les années euphoriques d'après-guerre qu'on appelait les baby-boomers. Beaucoup d'entre eux avaient connu ou participé aux événements de mai 68 : on pouvait penser qu'ils en avaient conservé un sens de l'idéal. Mais les baby-boomers ont préféré amortir le choc en recourant à la solution la plus simple : la fuite en avant et l'endettement. Parce que la France est un pays riche, elle a pu gérer cette transition sans trop de heurts.

Cette génération avait toutes les cartes en main pour imposer de nouvelles règles du jeu. Elle n'en a eu ni le courage, ni la volonté. Face au choc pétrolier, à la crise économique et à la montée du chômage, elle est rentrée dans le rang. Elle qui défendait une croissance douce avec le Club de Rome, a fait la queue devant les pompes des stations-service, quand l'essence est venue à manquer. Elle a beaucoup travaillé, subi la stagflation, provoqué en 1981 l'alternance, voulu l'Europe avant de s'en désenchanter, payé le prix de la politique de désinflation compétitive, joué le jeu de l'adaptation à l'économie moderne et aux nouvelles technologies. En contrepartie de ces efforts, elle a joué perso, assumant son individualisme, construisant le trône psychologique de l'enfant-roi, sans financer économiquement son avenir.

C'est bien l'alliance des retraités des années 70 et des baby-boomers prenant leur relève, qui a décidé depuis trente ans des grands choix, ou plutôt de l'absence de choix dans notre pays. C'est elle qui a creusé les déficits, repoussé les solutions de structure, préféré la facilité et l'évitement.

On sait depuis longtemps qu'il n'y a pas de problème qu'on ne puisse renvoyer aux calendes en le confiant à une commission. On verra demain. Les soixante-huitards ont pris le relais des anciens combattants pour que s'applique en France la maxime du comte de Lampedusa, axiome des conservateurs de tous bords : *il faut que tout change pour que rien ne change.*

Mission accomplie, trente ans après : rien n'a changé, le système fonctionne toujours au profit des mêmes et au détriment des suivants.

Vieillissante à son tour, la génération des baby-boomers de l'après-Deuxième Guerre mondiale est en passe de réaliser le même tour de passe-passe que ses aînés des Trente Glorieuses. Elle a vécu à crédit et entend bien continuer à l'avenir, pour jouir d'une longue retraite, sans se priver d'aucun des progrès de la médecine. Mais pour ses héritiers, il n'y a plus de marge de manœuvre. Les jeunes du XXI^e siècle ne peuvent plus continuer à s'endetter aux dépens des suivants : à eux, il ne reste qu'à régler la facture.

Et à la payer cash. Car en 2007 la démographie, toujours aussi éclairante, montre que le choc des générations est déjà gravé dans la structure de notre population.

1

Trois clés développées dans les pages qui suivent nous permettent d'en mesurer l'impact :

— La première clé, c'est que la population française va peu croître au cours des 30 prochaines années, mais vite vieillir : 1 personne sur 3 aura plus de 60 ans en 2050 contre 1 sur 5 en 2000.

— La seconde, c'est que la proportion entre le nombre de personnes âgées et celui des moins de 65 ans va grandir, et avec elle le pourcentage de personnes inactives dans la population totale.

— La troisième clé enfin, c'est que cette évolution démographique est partagée avec le reste de l'Europe. La singularité française n'est donc pas dans ce vieillissement. Elle tient à notre incapacité à l'anticiper et par conséquent à la violence des corrections qu'il faudra mettre en œuvre et à l'injustice qu'elle va provoquer aux dépens des nouvelles générations.

1. Un vieillissement annoncé

Depuis trente-cinq ans, la population métropolitaine n'a cessé de croître, passant de 50,7 millions d'habitants en 1970 à près de 60 millions en 2005. Mais les projections de l'INSEE montrent que cette croissance va ralentir au cours des quarante prochaines années. La population métropolitaine devrait atteindre d'ici à 2050 environ 70 millions d'habitants.

Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord la baisse de la fécondité – c'est-à-dire du nombre de naissances par femme en âge d'avoir des enfants – observée à partir des années 60 a réduit les effectifs des générations qui auront des enfants au cours des cinquante ans à venir, même si cette génération a aujourd'hui un taux de fécondité plus élevé que le reste de l'Europe.

Et puis le frein porté à l'immigration, pour des raisons qui reposent à la fois sur la crise économique et le repli identitaire. Compte tenu de notre structure démographique, à partir de 2045, le nombre de décès devrait l'emporter sur celui des naissances et l'immigration sera alors la seule source de croissance de la population. Si le total de la population ne croît guère et que la part des seniors augmente, la conséquence en est un vieillissement marqué et inéluctable.

Ce phénomène prévisible depuis plus de trente ans, et pourtant si peu prévu dans la décision publique, a déjà produit ses effets : entre 1970 et 2000, le nombre de personnes âgées d'au moins 60 ans a dépassé les 12 millions, soit une progression de 3 millions d'habitants.

Mais cela n'est rien au regard de la suite. Au cours des trente prochaines années, le nombre d'adultes de 60 ans et plus augmentera de plus de 7 millions pour se situer autour de 20 millions en 2030. A cet horizon proche, une personne sur trois aura 60 ans ou plus, contre « seulement » une sur cinq en 2000. En 2050, le nombre des plus de 60 ans aura doublé par rapport à aujourd'hui. L'incertitude est faible, puisque les personnes qui atteindront 60 ans d'ici à 2030 sont déjà toutes nées. Plus que la mortalité, c'est l'avancée en âge des générations nombreuses du baby-boom, nées au cours des années 1945 à 1965, qui rend le vieillissement certain.

C'est ainsi, la France vieillit et le phénomène va s'amplifier. La croissance du nombre de personnes âgées s'accélère quand on se rapproche du haut de la pyramide des âges. L'effectif des plus de 70 ans passera de 7 à 13 millions entre 2005 et 2050 soit un quasi-doublé. Pour les plus de 90 ans, les effectifs auront plus que triplé : de 500 000 en 2005, ils passeront à 1,8 million d'ici à 2050.

Ce phénomène de vieillissement est positif, évidemment. Il constitue une excellente nouvelle pour la condition humaine, du moins à l'intérieur des pays développés. Les progrès de la médecine, le recul des accidents du travail, une meilleure hygiène, tout cela permet à chacun d'entre nous d'augmenter son espérance de vie et de faire de la retraite une période de la vie tournée vers l'accomplissement personnel et les services rendus à la collectivité. Dans un monde équitable, cela aurait même pu être le prélude à une « nouvelle alliance des âges » avec un champ immense de solidarité entre générations.

C'est pourtant l'inverse qui s'est produit. Certes, l'alliance des âges se produit bien ici et là, au niveau individuel. Les exemples abondent des grands-parents qui apportent leur assistance pour s'occuper des petits-enfants, qui font profiter la vie associative de leur énergie et de leurs qualifications, ou qui transmettent leurs savoirs. Mais si l'on se place du point de vue macro-économique, et que l'on s'interroge sur les critères de la répartition de la richesse, on verra plus loin qu'à défaut d'alliance, c'est une rupture de solidarité entre générations qui s'est produite au cours des dernières décennies.

2. La facture de l'inactivité

Si l'effectif futur des personnes âgées de 50 ans et plus ne dépend pas des hypothèses de fécondité et peu des hypothèses de migration, il n'en va pas de même pour évaluer leur proportion dans l'ensemble de la population. Tout phénomène d'augmentation massive des jeunes classes d'âge aurait évidemment pour effet de relativiser le

poids des seniors dans la population totale. Pour la France – et singulièrement pour les jeunes – le problème n'est pas : y aura-t-il plus de personnes âgées à aider ? La réponse est certaine : c'est oui ; la question cruciale est : combien serons-nous pour financer cette France vieillie ? En d'autres termes, comment sera partagé l'effort financier global pour le rendre plus soutenable ?

Alors que la part des personnes de plus de 60 ans est vouée à augmenter régulièrement, c'est l'inverse qui se produira pour les jeunes, avec vers 2014 le franchissement d'un seuil symbolique : les moins de 20 ans deviendront alors moins nombreux que les plus de 60. Avec pour conséquence mécanique une augmentation du taux de dépendance démographique des personnes âgées, qui devrait être multiplié par deux d'ici à 2050. Comme la vraisemblance d'une augmentation soudaine et durable du taux de fécondité est nulle, il ne reste qu'une autre variable possible pour accroître la part des jeunes, l'immigration.

Même une immigration volontariste ne pourra compenser les déséquilibres actuels. Par exemple, un doublement du solde migratoire qui se traduirait par une arrivée supplémentaire de 50 000 personnes par an à partir de 2005, n'aurait qu'un effet très marginal. C'est donc d'un redémarrage de l'immigration par centaines de milliers d'individus chaque année qu'il faudrait parler. Or, dans le contexte sensible pour l'opinion d'un chômage persistant et des difficultés de l'intégration, on voit bien qu'une future politique d'immigration passerait par des quotas d'âge, de qualification et d'origine.

En d'autres termes, cela reviendrait à cibler des immigrés jeunes, qualifiés, en bonne santé, venant de préférence d'Asie ou des Amériques. Mais qui dit, dans cette hypothèse théorique, que ces immigrés-là préféreraient venir chez nous ? La compétitivité internationale les concernant autant que chacun, leurs choix seront cohérents avec ce qu'on leur propose : si la douce France n'a à leur offrir que la perspective de payer la note laissée par les baby-boomers, ils iront voir ailleurs.

D'un côté plus de vieux coûtant plus cher, et qui n'ont pas versé, lorsqu'ils étaient dans la vie active, des cotisations suffisantes pour financer leurs retraites. De l'autre moins de jeunes, ayant du mal à entrer dans la vie active, qui sont déjà alourdis du poids de la dette et des engagements pris – sans eux mais à leurs dépens – pour les trente prochaines années. Le choc des générations n'est pas seulement culturel : il est massivement économique.

3. Le mauvais élève européen

Le vieillissement de la population n'est en rien un phénomène français. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, même si les systèmes de Sécurité sociale peuvent varier d'un pays à l'autre, les grandes tendances se confirment partout : l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom, phénomène transitoire mais qui caractérisera fortement les prochaines décennies ; le remplacement aux âges actifs de ces générations par des générations moins nombreuses ; l'allongement de la durée de vie, évolution structurelle de long terme qui contribue au gonflement des effectifs de plus de 65 ans, etc.

Ces caractéristiques sont communes à l'ensemble des pays de l'Union. L'histoire démographique contribue en revanche à façonner des profils différents de pyramides des âges. Si l'on observe une nette convergence de l'espérance de vie, les taux de fécondité et les soldes migratoires restent marqués par des caractéristiques nationales qui différencient les perspectives. C'est pourquoi la situation n'est pas totalement homogène en Europe. L'Allemagne devrait au cours des trente prochaines années connaître le plus fort déclin de sa population, suivie à un degré moindre par l'Italie et l'Espagne. Comparée à ses partenaires européens, la France connaîtrait une situation relativement favorable, proche de celle du Royaume-Uni, de la Suède et des Pays-Bas. Mais à la différence de beaucoup de ces pays, elle n'a pas anticipé l'évolution : elle a au contraire chargé la barque, accordant des nouveaux droits sans prévoir leur financement.

La première moitié du XXI^e siècle sera donc celle de l'émergence d'une France de vieux qui vivra des revenus de son patrimoine et des cotisations arrachées aux jeunes générations. En pesant de son poids démographique et donc politique, elle tentera de préserver ses acquis.

Convenablement anticipée, cette rupture démographique aurait pu éviter la rupture économique. Mais, aveuglement ou égoïsme, tel n'a malheureusement pas été le cas. Les baby-boomers de l'après-Seconde Guerre se sont alliés de fait avec la génération des Trente Glorieuses, partis à la retraite en pleine crise économique, pour se partager le gâteau. Elle n'aura laissé que les miettes aux générations suivantes et le soin de régler l'addition. Le décor du papy-krach est planté.